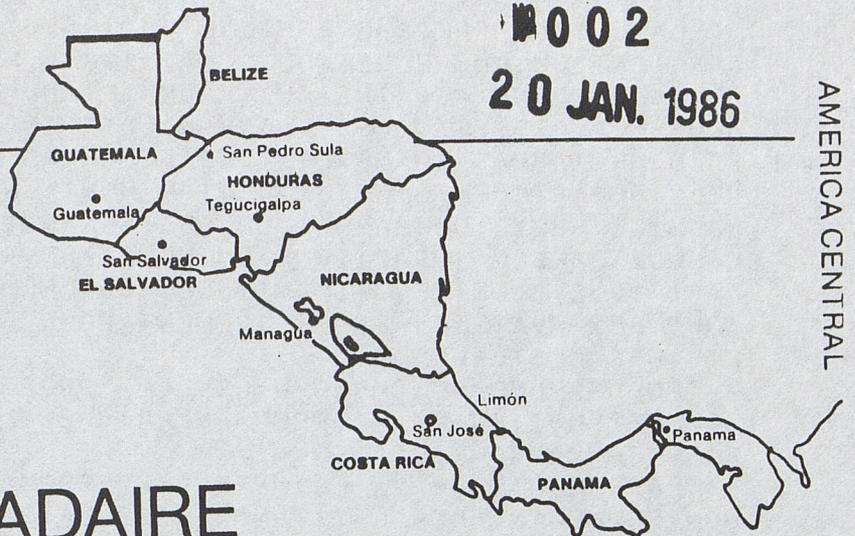
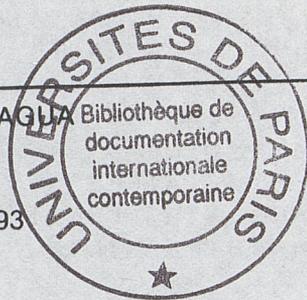




AGENCIA NUEVA NICARAGUA
8 Rue des Capucines
75002 Paris France
Tel: 261 26 98 Telex: 215993



002
20 JAN. 1986

AMERICA CENTRAL

BULLETIN HEBDOMADAIRE

SOMMAIRE:

- 1- NICARAGUA: EXTENSION DE LA REFORME AGRAIRE AU PROFIT DE MILLIERS DE PAYSANS.
- 2- A TROIS ANS DE SA CREATION, LA PAIX CONTINUE D'ETRE L'OBJECTIF DE CONTADORA.
- 3- ASSEMBLEE NATIONALE: REPRISSE DES TRAVAUX CONSTITUTIONNELS.
- 4- LA CONSOLIDATION DE L'ECONOMIE DE SURVIE, UNE PRIORITE DE 1986.

◆. NICARAGUA:

EXTENSION DE LA REFORME AGRAIRE AU PROFIT DE MILLIERS DE PAYSANS.-
MANAGUA, JANVIER (ANN).- LE PRESIDENT NICARAGUAYEN DANIEL ORTEGA A DECRETE UNE MODIFICATION DE LA LOI DE REFORME AGRAIRE DE 1981 QUI VISE A AUGMENTER LE RYTHME DE LA DISTRIBUTION DE TERRES A LA PAYSANNERIE ET A EN ASSOULIR LES MECANISMES.-

LA NOUVELLE LOI SIGNEE LE 11 JANVIER DERNIER PAR LE CHEF DE L'ETAT ELIMINE CERTAINES DISPOSITIONS DU DECRET 782, INTITULE 'LOI DE REFORME AGRAIRE', EMIS LE 19 JUILLET 1981, QUI LIMITAIENT AUX GRANDES PROPRIETES LE CHAMP D'APPLICATION DE LA REFORME AGRAIRE DANS LE CAS DES FERMES VOLONTAIREMENT SOUS-EXPLOITEES ('DEFICIENTEMENTE EXPLOTADAS'), MAL EXPLOITEES ('EN ABANDONO') OU LAISSEES EN FRICHES ('PROPIEDADES OCIOSAS'). TOUTEFOIS, CETTE REFORME NE PORTE PAS ATTEINTE AU PRINCIPE TOUJOURS AFFIRME PAR LA REVOLUTION SANDINISTE DE GARANTIR LA PROPRIETE DE LA TERRE A CEUX QUI L'EXPLOITENT DE MANIERE EFFICACE ET PRODUCTIVE.-

LE COMMANDANT DANIEL ORTEGA A EXPLIQUE LES MOTIFS QUI ONT CONDUIT A LA REFORME DE LA LOI AU COURS DE L'EMISSION RADIOPHONIQUE ET TELEVISEE HEBDOMADAIRE 'FACE AU PEUPLE' ('CARA AL PUEBLO') QU'IL A REALISEE AVEC LES PAYSANS DES DEPARTEMENTS DE LA COTE PACIFIQUE-SUD (MASAYA, CARAZO, GRANADA ET RIVAS OU REGION QUATRE). LE PRESIDENT A SOULIGNE L'EXISTENCE DES PRESSIONS EXERCEES PAR LA PAYSANNERIE QUI RECLAME DES TERRES A EXPLOITER. IL A INSISTE AUSSI SUR LE FAIT QU'IL ETAIT NECESSAIRE DE REPENDRE DE TOUTE URGENCE ET DE MANIERE CONCRETE AUX BESOINS DE PLUS DE 250 MILLE PAYSANS DEPLACES DE GUERRE, VICTIMES DES ACTIONS ARMEES DE LA CONTRE-REVOLUTION.-

LA LOI DE REFORME AGRAIRE DANS SA NOUVELLE REDACTION AUTORISE EN OUTRE LE MINISTRE DE LA REFORME AGRAIRE (MIDINRA) A EXPROPRIER POUR CAUSE D'UTILITE PUBLIQUE OU D'INTERET SOCIAL DES PROPRIETES FONCIERES SITUEES DANS LES ZONES DITES DE DEVELOPPEMENT AGRICOLE ET DE REFORME AGRAIRE.-

ANN HEBDOMADAIRE EST UNE PUBLICATION DE L'AGENCIA NUEVA NICARAGUA (ANN)
DONT LE SIEGE CENTRAL SE TROUVE A MANAGUA.

ANN - APARTADO POSTAL 435 - TELEPHONE 23278 - TELEX 1081

4.P. 11487

LA LOI DE REFORME AGRAIRE DU 19 JUILLET 1981 PRISE EN APPLICATION DU DECRET DU 2 MAI 1981, LIMITAIT LE CHAMP D'APPLICATION DE LA REFORME AGRAIRE AUX PROPRIETES FONCIERES VOLONTAIREMENT SOUS-EXPLOITEES OU EN FAIRE-VALOIR INDIRECT DEPASSANT 500 MANZANAS (350 HECTAREAS) DANS LES DEPARTEMENTS DE LA COTE PACIFIQUE ET DANS DEUX DEPARTEMENTS DE LA REGION MONTAGNEUSE NORD ET 1000 MANZANAS DANS LE RESTE DU PAYS (700 HECTAREAS). LE MIDINRA A APPLIQUE LA LOI DANS LA PRACTIQUE EN FONCTION DE TROIS AIRES REGIONALES, PACIFIQUE, CENTRE, ATLANTIQUE, OU LES PROPRIETES FONCIERES TOUCHEES AVAIENT RESPECTIVEMENT POUR SUPERFICIE MINIMUM 350, 700 ET 1050 HECTARES.-

EN DESSOUS DE CES SEUILS, DES PROPRIETAIRES FONCIERS POUVAIENT SOUS-EXPLOITER OU LAISSER EN FRICHES LEURS DOMAINES SANS EN RISQUER LA CONFISCATION.-

LA REFORME DE LA LOI PERMET DESORMAIS AU GOUVERNEMENT D'EXPROPRIER NON SEULEMENT LES LATIFONDIAIRES MAIS LES PROPRIETAIRES EXPLOITANTS PETITS ET MOYENS QUI LAISSERAIENT LEURS TERRES EN ABANDON PARTIEL OU TOTAL. CEPENDANT, 'ELLE N'AFPECTERA PAS LES PRODUCTEURS QUI TRAVAILLENT BIEN LEURS TERRES', A ASSURE LE PRESIDENT.-

LA NOUVELLE LOI DE REFORME AGRAIRE DU 11 JANVIER 86 PEUT ETRE APPLIQUEE DANS TOUT LE PAYS A TOUTE PROPRIETE SOUS-EXPLOITEE, MAL EXPLOITEE OU NON EXPLOITEE AINSI QU'AUX TERRES DONNEES EN FERMAGE OU LOUEES EN VERTU D'UN AUTRE MODE DE FAIRE-VALOIR INDIRECT (METAYAGE, COLONAT) ET AUX TERRES EXPLOITEES A TITRE PRECAIRE. DANS LES ZONES DITES DE DEVELOPPEMENT AGRICOLE ET DE REFORME AGRAIRE, ELLE PERMET D'EXPROPRIER POUR CAUSE D'UTILITE PUBLIQUE D'AUTRES PROPRIETES FONCIERES.-

LA LOI DECLARE DANS L'EXPOSE DE SES CONSIDERANTS QUE 'LA REVOLUTION SANDINISTE VEUT REVENDIQUER DANS L'HISTOIRE LE DROIT DE LA PAYSANNERIE A VIVRE DIGNEMENT DU TRAVAIL DE LA TERRE ET GARANTIR SA PLEINE INCORPORATION AUX PLANS NATIONAUX DE DEVELOPPEMENT DE LA CULTURE ET DE L'ELEVAGE GRACE A DES FORMES APPROPRIEES D'ORGANISATION, DE CREDIT, DE DISTRIBUTION, DE COMMERCIALISATION, D'ASSISTANCE TECHNIQUE ET AUTRES'.-

LE MINISTRE DU MIDINRA, JAIME WHEELOCK, A DECLARE APRES L'ANNONCE DE LA NOUVELLE LOI DE REFORME AGRAIRE QUE LA LEGISLATION PRECEDENTE AVAIT ETE RENDUE CADUQUE PAR LE TRES SERIEUX PROBLEME POSE PAR LES MILLIERS DE PAYSANS CHASSES DES TERRES QU'ILS TRAVAILLAIENT PAR L'AGRESSION MILITAIRE IMPULSEE PAR LE GOUVERNEMENT DES ETATS-UNIS.-

A CE PROBLEME, A AJOUTE M. WHEELOCK, S'EST ADDITIONNE CELUI DES PAYSANS ENCORE DEPOSEDES DE TITRES SUFFISANTS DE PROPRIETE FONCIERE. CES DERNIERS ONT EXERCE DES PRESSIONS DE PLUS EN PLUS NOMBREUSES DANS PRATIQUEMENT TOUT LE PAYS OU ONT EU LIEU PERIODIQUEMENT DES RASSEMBLEMENTS ET DES MANIFESTATIONS REVENDIQUANT LE DROIT DE LA PAYSANNERIE A RECEVOIR DES TERRES EN TOUTE PROPRIETE.-

DANS UN TEL CONTEXTE, NOUS NE POUVONS ACCEPTER, A DIT M. WHEELOCK QU'UN GRAND PROPRIETAIRE PUISSE VIVRE EN DEHORS DU PAYS ALORS QUE LE PEUPLE CONNAIT LES SOUFFRANCES PROVOQUEES PAR L'AGRESSION ET, EN OUTRE, 'ENTRE UN PROPRIETAIRE FONCIER EFFICACE QUI A CEPENDANT D'AUTRES MOYENS POUR VIVRE ET 500 FAMILLES PAYSANNES, NOUS CHOISSISSONS CELLES-CI'.-

'NOUS AVONS EU POUR PRINCIPE D'ASSURER L'INTEGRATION A UN SYSTEME D'ECONOMIE MIXTE DES PRODUCTEURS PRIVES, GRANDS, MOYENS ET PETITS', A AFFIRME LE MINISTRE.-

EN EFFET, SELON LES STATISTIQUES OFFICIELLES, 52 POUR CENT DES TERRES CULTIVABLES APPARTIENNENT A DES PROPRIETAIRES PRIVES INDIVIDUELS ALORS QUE LES 48 AUTRES POUR CENT APPARTIENNENT SOIT A DES PAYSANS ORGANISES EN COOPERATIVES, SOIT AUX ENTREPRISES PUBLIQUES DE LA REFORME AGRAIRE.-

LA STRUCTURE DE LA PROPRIETE FONCIERE S'EST DEMOCRATISEE EN SIX ANS DE REVOLUTION PUISQUE LES GRANDS DOMAINES DE PLUS DE 350 HECTARES NE S'ETENDENT PLUS QUE SUR 11 POUR CENT DE LA

SUPERFICIE AGRICOLE UTILE CONTRE 36 POUR CENT AVANT LA
REVOLUTION ALORS QUE LES PETITES PROPRIETES DE PLUS DE SEPT
HECTARES EN OCCUPENT AUJOURD'HUI 20 POUR CENT CONTRE 2 POUR
CENT SOUS SOMOZA.-

TOUTEFOIS, LE POIDS ECONOMIQUE DES GRANDS DOMAINES EST ENCORE
CONSIDERABLE PUISQU'ILS MONOPOLISENT 40 POUR CENT DES TERRES
CONSACREES AUX CULTURES D'EXPORTATION. LA REFORME DE LA LOI
DE REFORME AGRAIRE DEVRAIT, DANS LA MESURE OU CETTE DERNIERE SERA
ETENDUE, ENTRAÎNER UNE REDUCTION ENCORE PLUS FORTE DU LATIFUNDIO
ET UNE AUGMENTATION DE L'IMPORTANCE ECONOMIQUE DES PETITS
PROPRIETAIRES EXPLOITANTS DANS LE SECTEUR AGRICOLE ET D'ELEVAGE
DU NICARAGUA.-

CES TRANSFORMATIONS APPARAISSENT EN OUTRE DES MAINTENANT COMME
IRREVERSIBLES, LE GOUVERNEMENT AYANT DONNE UNE GRANDE QUANTITE
D'ARMES AUX PAYSANS 'POUR QU'ILS DEFENDENT LEURS TERRES' ET
LES AGRICULTEURS EN EXIGEANT D'AUTRES....-

PRES DE DEUX MILLION D'HECTARES ONT ETE DISTRIBUES PAR LE
GOUVERNEMENT NICARAGUAYEN A 86 MILLE FAMILIES PAYSANNES DEPUIS
LA MISE EN APPLICATION DE LA REFORME AGRAIRE.-

=

◆- NICARAGUA:

A TROIS ANS DE SA CREATION, LA PAIX CONTINUE D'ETRE
L'OBJECTIF DE CONTADORA.- PAR ISABEL RODRIGUEZ.-

MANAGUA, JANVIER (ANN).- A TROIS ANS DE SA CREATION,
LE GROUPE DE CONTADORA SE DEBAT ENTRE LES BONNES INTENTIONS
DE CONCRETISER UN ACCORD NEGOCIE DE PAIX ET LES PRESSIONS
DE L'ADMINISTRATION AMERICAINE, INTERESSEE A LA SIGNATURE D'UN
TRAITE QUI FAVORISE EXCLUSIVEMENT SES INTERETS GEO-POLITQUES
DANS LA REGION.-

LE 9 JANVIER 1983, QUATRE PAYS LATINO-AMERICAINS (LE MEXIQUE,
LA COLOMBIE, PANAMA, ET LE VENEZUELA) COMMENCERENT LA RECHERCHER
UNE SOLUTION POLITIQUE A UN CONFLIT ARMEE CENTRE-AMERICAIN QUI
MENACAIT DE SE TRANSFORMER EN GUERRE GENERALE ENTRE LES ETATS
DE L'ISTHME.-

DEPUIS LA PREMIERE REUNION TENUE LE 18 JANVIER 1983, LES MINISTRES
DES RELATIONS EXTERIEURES DES NATIONS INTEGRANT CETTE INITIATIVE
DE PAIX METTAIENT DE L'AVANT LE DIALOGUE ET LA NEGOCIATION EN
TANTO QUE PREMISSE POUR REDUIRE LES TENSIONS ET POUR ETABLIR
UN CLIMAT DE CONFIANCE FAVORISANT LA COEXISTENCE PACIFIQUE.-

REDIGE LE 29 SEPTEMBRE DE LA MEME ANNEE AU COURS DE LA
HUITIEME REUNION DE CONTADORA ET DE LA QUATRIEME RENCONTRE
DES MINISTRES CENTRE-AMERICAINS DES RELATIONS EXTERIEURES,
LE DOCUMENT DES OBJECTIFS STIPULAIT LES ENGAGEMENTS ESSENTIELS
AFIN DE RENFORCER LA PAIX, LA COOPERATION, LE DEVELOPPEMENT SOCIAL
ET ECONOMIQUE DE LA REGION.-

AU COURS SEULEMENT DE LA PREMIERE ANNEE D'ACTIVITE DE CONTADORA,
SES MINISTRES SE SONT REUNIS ONZE FOIS, LE GROUPE TECHNIQUE,
COMPOSE EN OUTRE DES REPRESENTANTS DES CINQ NATIONS CENTRE-AMERI-
CAINES, L'A FAIT A QUATRE OCCASSIONS ET LES
MINISTRES DES RELATIONS EXTERIEURES DE L'AMERIQUE CENTRALE SE
SONT RENCONTRES SIX FOIS.-

LE DEPOT, LE 7 SEPTEMBRE 1984, DU TRAITE REVISE POUR LA PAIX
ET LA COOPERATION A ETE LE MOMENT LE PLUS IMPORTANT, DURANT
CETTE ANNEE, DE L'INITIATIVE LATINO-AMERICAINE.-

AU COMMENCEMENT, TOUS LES GOUVERNEMENTS CENTRE-AMERICAINS
AVAIENT EXPRIME LEUR SATISFACTION DES RESULTATS DU TRAVAIL DE
CONTADORA. CEPENDANT, DES CONTRETEMPS AU PROCESSUS DE PAIX
ONT DEBUTE PEU APRES QUE LE NICARAGUA EUT RATIFIE SA DECISION
DE SIGNER LE DOCUMENT.-

LE 29 SEPTEMBRE 1984, DANS LA CAPITALE COSTARICAINE, DANS LE
CADRE D'UNE REUNION DES MINISTRES DE L'EXTERIEUR DE LA COMMUNAUTE
ECONOMIQUE EUROPEENNE (CEE) AVEC LES MINISTRES CENTRE-AMERICAINS

ET CEUX DE CONTADORA, LES PREMIERES VOIX DISCONDANTES SE SONT FAITES ENTENDRE, MALGRE L'APPUI QU'AVAIT RECU A CETTE RECONTRE L'INITIATIVE DE PAIX.-

CE CHANGEMENT, CROIT-ON, FUT MOTIVE PAR UN MEMORANDUM ENVOYE PAR LE DEPARTEMENT D'ETAT AMERICAIN QUI S'OPPOSAIT AU CARACTERE DE L'INITIATIVE LA CONSIDERANT "INSUFFISANTE" POUR ATTEINDRE LA PAIX. SELON UN DOCUMENT SECRET RENDU PUBLIC AUX NATIONS UNIES (ONU), LES ETATS-UNIS ETAIENT CONTRE HUIT POINTS DE BASE QUI, SELON LEUR OPINION, DONNAIENT DES AVANTAGES AU NICARAGUA AU DETRIMENT DE LEURS ALLIES, SALVADOR, HONDURAS ET COSTA RICA.-

LES ETATS-UNIS SELON CETTE SOURCE, S'OPPOSAIENT AUX POINTS CONCERNANT LES CONSEILLERS MILITAIRES ETRANGERS, LES NEGOCIATIONS SUR LES ARMEMENTS ET LES TROUPES, L'INTERDICTION DES MANOEUVRES MILITAIRES INTERNATIONALES ET DES BASES ETRANGERES, L'ANNULATION IMMEDIATE DE L'ACHAT D'ARMEMENTS ET EXIGEAIENT QUE LE GOUVERNEMENT DU NICARAGUA NEGOCIE AVEC LES GROUPES ARMES CONTRE-REVOLUTIONNAIRES.-

LE 20 OCTOBRE DERNIER, LES GOUVERNEMENTS DU COSTA RICA, DU HONDURAS ET DU SALVADOR, APRES AVOIR COMMUNIQUE AU SECRETAIRE GENERAL DE L'ONU LEUR ACCEPTATION DU TRAITE AVEC DE LEGERES MODIFICATIONS OPERATIVES, PRESENTAIENT LE DENOMME "DOCUMENT DE TEGUCIGALPA" PAR LEQUEL ILS SOUMETTAIENT D'IMPORTANTES OBJECTIONS CONCERNANT LES QUESTIONS MILITAIRES ET DE SECURITE DANS LA REGION.-

ILS REINTRODUISAIENT DE CETTE MANIERE LES MANOEUVRES MILITAIRES INTERNATIONALES ET LES BASES ETRANGERES, PROPOSANT DE LES "REGLEMENTER" AU LIEU DE LES SUPPRIMER COMME LE PREVOYAIT LE TRAITE REVISE. EN OUTRE, LE PROTOCOLE ADDITIONNEL QUI PERMETTAIT A D'AUTRES PAYS D'ADHERER AU RESPECT DES PRINCIPES DU TRAITE SE VOYAIT LIMITER ET CONTADORA SE TROUVAIT EXCLU DU PROCESSUS DE SELECTION DES GOUVERNEMENTS NEUTRES INVITES A COMPOSER L'ORGANISME DE VERIFICATION ET DE CONTROLE EN MATIERE DE SECURITE.-

DE SON COTE, LE NICARAGUA CONSIDERAIT LES CHANGEMENTS SURVENUS ET L'ATTITUDE INTRANSIGEANTE DES GOUVERNEMENTS DU HONDURAS ET DU COSTA RICA ENVERS SON PROPRE GOUVERNEMENT COMME ETANT LE FRUIT DES PRESSIONS EXERCEES PAR L'ADMINISTRATION DU PRESIDENT RONALD REAGAN.-

A CE SUJET, IL EST IMPORTANT DE CONSTATER LES REVELATIONS FAITES PAR LA PRESSE AMERICAINE SUR LA POSITION DES ETATS-UNIS CONCERNANT LE PROCESSUS DE PAIX. LE 4 FEVRIER 1984, LE "NEW YORK TIMES" REVELAIT QUE LES ETATS-UNIS TOURNAIENT LE DOS A UNE SOLUTION POLITIQUE POUR LE NICARAGUA AU PROFIT D'UNE SOLUTION MILITAIRE.-

AU COMMENCEMENT DE 1985, UN DOCUMENT SECRET DE LA MAISON BLANCHE, CONNU PAR LA PRESSE A CAUSE D'UNE FUITE, SIGNALAIT L'INTENTION DU GOUVERNEMENT DE WASHINGTON DE SABOTER LES DEMARCHES DE PAIX AVANT QUE NE SOIT SIGNE UN ACCORD CONTRAIRE AUX INTERETS AMERICAINS DANS LA REGION.-

LES EVENEMENTS SURVENUS EN AMERIQUE CENTRALE PARA TRAIENT CONFIRMER L'EXISTENCE D'UNE TELLE POLITIQUE. LE 8 JANVIER 1985, A L'OCCASION DU DEUXIEME ANNIVERSAIRE DE LA CREATION DE CONTADORA, LES QUATRE MINISTRES DES RELATIONS EXTERIEURES DU GROUPE REAFFIRMAIENT DANS UN COMMUNIQUE CONJOINT L'IMPORTANCE DES CONVERSATIONS BILATERALES DE MANZANILLO ENTRE LES ETATS-UNIS ET LE NICARAGUA. NONOBTANT WASHINGTON SUSPENDAIT PEU APRES LES POURPARLERS PRETEXTANT QUE SON ANNULATION RENFORCERAIT LE PROCESSUS DE CONTADORA.-

AU COURS DES TROIS ANNEES D'EXISTENCE DE CETTE INITIATIVE DE PAIX LATINO-AMERICAINE, D'AUTRES EVENEMENTS FURENT CONNUS COMME VISANT EXPRESSEMENT A GENERER LE PROCESSUS DE PAIX.-

CONTADORA COCVOQUAIT POUR LE 14 FEVRIER 1984 UNE REUNION DES PLENIPOTENTIAIRES CENTRE-AMERICAINS AFIN DE NEGOCIER LA RESOLUTION DES OBSERVATIONS ET DES CONTRE-PROPOSITIONS AU TRAITE ET DE PRENDRE DES ENGAGEMENTS AU NOM DE LEUR GOUVERNEMENT. CEPENDANT, A LA VEILLE DE LA RENCONTRE, LE COSTA RICA ANNONCAIT

SA DECISION DE SE RETIRER DU PROCESSUS DE PAIX, FAISANT VALOIR SA CONTROVERSE AVEC LE NICARAGUA AU SUJET DE L'APPLICATION DU DROIT D'ASILE.-

A CETTE OCCASION, LE CONSEIL PERMANENT DE L'ORGANISATION DES ETATS AMERICAINS (OEA) AUQUEL AVAIT EU RECOURS LE COSTA RICA DELEGUAIT A CONTADORA LA SOLUTION DU DIFFERENT ENTRE LES DEUX NATIONS CENTRE-AMERICAINES.-

EN 1985, AVEC LA FORMATION DU GROUPE DIT ''DE LIMA'', COMPOSE DE L'ARGENTIN, DU BRESIL, DE L'URUGUAY ET DU PEROU, CONTADORA SE RENFORCAIT. CELA SURVENAIT, SELON DES MILIEUX POLITIQUES, AU MOMENT OU SES DEMARCHES ETAIENT SUR LE POINT DE MOURIR. LES 24 ET 25 AOUT, A CARTAGENE, EN COLOMBIE, LES MINISTRES DE L'EXTERIEUR DE CONTADORA ET DU GROUPE D'APPUI SE REUNIRENT AFIN DE DETERMINER LES ACTIONS QUE CES QUATRE PAYS DU CONE SUD DEVELOPPERAIENT POUR LE RENFORCEMENT DE CONTADORA.-

AU COURS DES DOUZE DERNIERS MOIS, CONTADORA INVITAIT LES GOUVERNEMENTS DU NICARAGUA ET DU COSTA RICA A ENTREPRENDRE DES CONVERSATIONS BILATERALES A PANAMA DEBUT D'AOUT. UN APPEL SEMBLABLE A ETE LANCE AUX ETATS-UNIS ET AU NICARAGUA POUR QUE' ILS REPRENENT LES POURPARLERS DE MANZANILLO, INTERROMPUS UNILATERALEMENT PAR LA MAISON BLANCHE.-

DANS LA PREMIERE SEMAINE D'AOUT, LES VICE-MINISTRE SE SONT AUSSI RENDUS AU COSTA RICA, AU NICARAGUA ET AU HONDURAS POUR CONCLURE LEURS DEMARCHES DURANT 1985, PAR LA DEUXIEME RENCONTRE DES PLENIPOTENTIAIRES QUI DEVAIT SE TENIR DU 17 AU 19 OCTOBRE.-

MALGRE L'ACTIVITE INTENSE DE CONTADORA POUR RECHERCHER UNE SOLUTION POLITIQUE AUN CONFLIT MILITAIRE, LA TENSION DANS LA REGION NE S'EST PAS APAISEE. DES INCIDENTS FRONTALIERS OPPOSAIENT LES GOUVERNEMENTS DE SAN JOSE, DE MANAGUA, ET DE TEGUCIGALPA. UN DES CES AFFRONTLEMENTS, QUI A FAIT ALORS PARTICULIEREMENT MONTE LA TENSION, EST SURVENU LE 31 MAI DANS LE SECTEUR DE LAS CRUCITAS SITUE SUR LES RIVES COSTARICAINES DU RIO SAN JUAN, FRONTIERE NATURELLE AVEC LE NICARAGUA.-

A CETTE OCCASION, DEUX GARDES CIVILS COSTARICAINS AVAIENT PERDU LA VIE ET NEUF AUTRES MILITAIRES AVAIENT ETE BLESSES DANS UNE AMBUSCADE. LE GOUVERNEMENT DE LUIS ALBERTO MONGE EN RENDAIT RESPONSABLE L'ARMEE POPULAIRE SANDINISTE QUI, DE SON COTE, ACCUSAIT LES FORCES CONTRE-REVOLUTIONNAIRES QUI OPERENT A PARTIR DU TERRITOIRE VOISIN. LE NICARAGUA CONSIDERAIT L'INCIDENT COMME UNE ''PROVOCATION'' DESTINEE A DETERIORER LES RELATIONS ENTRE LES DEUX PAYS, TOUT EN NUISANT AU PROCESSUS DE PAIX.-

LE CONSEIL PERMANENT DE L'OEA, A LA DEMANDE DU COSTA RICA, DECIDAIT LA CREATION D'UNE COMMISSION D'ENQUETE POUR ANALYSER LA REQUETE PRESENTEE PAR LE MINISTRE COSTARICAIN DES RELATIONS EXTERIEURES.-

CEPENDANT, MALGRE LES VOEUX DU GOUVERNEMENT DE LUIS ALBERTO MONGE QUI RECHERCHAIT UNE CONDAMNATION DU NICARAGUA, LA COMMISSION, APRES UNE ENQUETE ''IN SITU'', RELEVAIT LA PRESENCE D'ELEMENTS ARMES NON IDENTIFIES DANS LA REGION ET RECOMMANDAIT AUX GOUVERNEMENTS DES DEUX PAYS D'ENTREPRENDRE DES CONVERSATIONS DANS LE CADRE DES NEGOCIATIONS DES PAYS DE CONTADORA.-

LA VERSION DEFINITIVE DU TRAITE DE PAIX DE CONTADORA FUT PRESENTEE LE 12 SEPTEMBRE DERNIER LORS D'UNE REUNION DES MINISTRES DES RELATIONS EXTERIEURES ET 45 JOURS PLUS TARD, UNE NOUVELLE RENCONTRE DES PLENIPOTENTIAIRES EUT LIEU.-

SE BASANT SUR LE DOCUMENT DES OBJECTIFS DE SEPTEMBRE 1983 ET DU TRAITE REVISE DU 7 SEPTEMBRE 84, LE NICARAGUA PRESENTAIT A CETTE RENCONTRE UN ENSEMBLE DE PROPOSITIONS CONCERNANT LES MANOEUVRES MILITAIRES INTERNATIONALES, LE CONTROLE ET LA REDUCTION DES ARMEMENTS ET DU NOMBRE DES CONSEILLERS ETRANGERS, AINSI QUE L'INCLUSION D'UN PROTOCOLE PAR LEQUEL LES ETATS-UNIS S'ENGAGERAIENT A CESSER L'AGRESSION SOUS TOUTES SES FORMES ENVERS LE NICARAGUA.-

AU SUJET DES MANOEUVRES MILITAIRES, LE GOUVERNEMENT DE MANAGUA CONSIDERAIT INNACCEPTABLE L'INTRODUCTION DU CONCEPT ''REGULATION'' DES EXERCICES MILITAIRES AU LIEU DE LEUR

INTERDICTION TOTALE COMME LE STIPULAIENT LE TRAITE REVISE ET LE DOCUMENT DES OBJECTIFS.-

SELON LA POSITION NICARAGUAYENNE, LES MANOEUVRES MILITAIRES CONSTITUENT DES ETAPES PREPARATOIRES A DE FUTURES AGRESSIONS CONTRE SON PAYS.-

LE NICARAGUA A AUSSI REJETE LE GEL DE TROUPES, D'ARMEMENTS ET D'EFFECTIFS MILITAIRES CAPABLES DE SAUVEGARDER SA SECURITE ET SA SOUVERAINETE, TANDIS QUE LE GOUVERNEMENT AMERICAIN NE VEUT PAS PRENDRE L'ENGAGEMENT PUBLIC DE NE PAS ENVAHIR MILITAIREMENT, DE MANIERE DIRECTE OU INDIRECTE SON TERRITOIRE.-

EN CE QUI A TRAIT A LA QUESTION DES CONSEILLERS MILITAIRES ENGLORES SOUS LE CONCEPT ''D'ELEMENTS ETRANGERS SUSCEPTIBLES DE PARTICIPER A DES ACTIVITES MILITAIRES'', LE NICARAGUA CONSIDERE CETTE DEFINITION COMME EXTREMEMENT AMBIGUE, CAR ELLE POURRAIT INCLURE DES COLLABORATEURS TELS QUE DES MEDECINS OU DES PROFESSEURS DONT LA COOPERATION EST HAUTEMENT CIVILE.-

CES DERNIERS MOIS, LES DIRIGEANTS NICARAGUAYENS ONT DEMANDE A CONTADORA DE SE DEFINIR FACE AUX ETATS-UNIS QUI NE CACHENT PAS LEUR INTENTION D'EMPECHER L'ACCORD DE PAIX. ILS CROIENT QU'AUUCUN DOCUMENT DE PAIX NE POURRA ETRE EFFECTIF DANS LA REGION SANS L'ENGAGEMENT FERME DE L'ADMINISTRATION REAGAN D'ABANDONNER SA POLITIQUE DE RENVERSER LA REVOLUTION NICARAGUAYENNE.-

DANS CES CONDITIONS, LE PROCESSUS DE PAIX DE CONTADORA CONTINUE SES DEMARCHES. ALORS QUE CERTAINS PREDISENT SA MORT PROCHAINE, SES INSTIGATEURS ONT LA VOLONTE DE DEJOUER LES ECUEILS ET DE RENDRE LA PAIX A UNE REGION AGITEE.-

CEPENDANT, COMME L'AFFIRMAIT LE SECRETAIRE GENERAL DES NATIONS UNIES, M. JAVIER PEREZ DE CUELLAR LORS DE LA QUARANTIEME ASSEMBLEE DE L'ONU, ILS EST URGENT QUE LES PAYS QUI ONT DES INTERETS DANS LA REGION, EN MEME TEMPS QU'ILS APPUIENT LES EFFORTS EN FAVEUR D'UNE SOLUTION POLITIQUE GLOBALE, ''APPUIENT PAR DES ACTES CONCRETYS LES EFFORTS DU GROUPE DE CONTADORA ET S'ABSTIENNENT DE TOUTE ACTION QUI PUISSE LES EMPECHER''.-

◆ NICARAGUA: ASSEMBLEE NATIONALE, REPRIS DES TRAVAUX CONSTITUTIONNELS PAR EDGAR BARBERENA.-

MANAGUA, JANVIER (ANN).- L'ASSEMBLEE NATIONALE A REPRIS LE 10 JANVIER DERNIER SES TRAVAUX CONSTITUTIONNELS AFIN DE TERMINER LA REDACTION DE L'EBAUCHE DE LA FUTURE CONSTITUTION POLITIQUE DANS UN DELAI DE DEUX MOIS.-

LA COMMISSION SPECIALE SUR LA CONSTITUTION PRESIDEE PAR CARLOU NUNEZ TELLEZ, MEMBRE DE LA DIRECTION NATIONALE DU FRONT SANDINISTE (FSLN), PREVOIT QUE LE PLAN DE DIVULGATION FERA CONNAITRE LES POSITIONS SUR LA FUTURE CONSTITUTION DES SEPT PARTIS QUI FORMENT LE PARLEMENT AINSI QUE LES OPINIONS DES 16 ORGANISATIONS NON-PARLEMENTAIRES QUI ONT PRESENTE LEUR POSITION A LA COMMISSION.-

SELON LA RESOLUTION ADOPTEE, LA COMMISSION ORGANISERA A PARTIR DE LA FIN DU MOIS DE JANVIER DES TABLES RONDES (QUI SERONT RADIODIFFUSEES ET TELEVISEES) SUR LES POINTS D'ACCORDS AUQUELS SONT ARRIVEES LES ORGANISATIONS POLITIQUES PARLEMENTAIRES AU COURS DE L'ELABORATION DE L'EBAUCHE DE LA CONSTITUTION POLITIQUE QUI SERA PRESENTEE A L'ASSEMBLEE NATIONALE EN MAI PROCHAIN.-

LE SCHEMA FONDAMENTAL DE LA CONSTITUTION (QUI SERA DISCUTE LA SEMAINE PROCHAINE) SERA DIFFUSE AU NIVEAU MONDIAL A TRAVERS DES BULLETINS SPECIAUX ELABORES PAR LE PARLEMENT. CEUX-CI SERONT ENVOYES A L'UNION INTERPARLEMENTAIRE, AU PARLEMENT LATINO-AMERICAIN ET A D'AUTRES ASSOCIATIONS PARLEMENTAIRES DANS LE MONDE.-

ON PREVOIT AUSSI DES PUBLICATIONS SPECIALES SUR LES ASSEMBLEES PUBLIQUES QUE LA COMMISSION CONSTITUTIONNELLE REALISERA AU NIVEAU NATIONAL ENTRE LES MOIS DE MARS ET DE MAI PROCHAINS.-

AU COURS DE LA CAMPAGNE D'EDUCATION SUR LA CONSTITUTION, LES NICARAGUAYENS (PLUS DE TROIS MILLIONS D'HABITANTS) PRENDRONT CONNAISSANCE DES ELEMENTS DE BASE DE LA CONSTITUTION AINSI QUE D'UN RESUME DES CONSTITUTIONS ANTERIEURES.-

CE PLAN VISE A ''DEVELOPPER UNE CONSCIENCE CLAIRE DANS LE PEUPLE AU SUJET DE L'IMPORTANCE DE LEUR PARTICIPATION DIRECTE, DANS L'ELABORATION DE LA NOUVELLE CONSTITUTION, LA PREMIERE OU SE RETROUVERA LA VOLONTE DES SECTEURS POPULAIRES'', DIT LE DOCUMENT APPROUVE A L'UNANIMITE.-

AU COURS DE LA PREMIERE SEMAINE DU MOIS DE FEVRIER, LE PRESIDENT DU PARLEMENT DEMANDERA A TOUS LES NICARAGUAYENS DE PARTICIPER AUX ASSEMBLES PUBLIQUES AFIN D'Y EXPRIMER LEUR OPINION SUR CE TEXTE FONDAMENTAL. LES ASSEMBLES SONT LE MOYEN CHOISI PAR LE PARLEMENT POUR CONNAITRE L'OPINION DES NICARAGUAYENS SUR LE PROJET DE CONSTITUTION POLITIQUE.-

SELON LES PREVISIONS, CHAQUE ASSEMBLEE NE DEVRA PAS REUNIR PLUS DE 600 PERSONNES AFIN DE POUVOIR RECUEILLIR, DE FACON OBJECTIVE, LEURS OPINIONS QUI SERONT PAR LA SUITE CLASSIFIEES PAR LA COMMISSION PARLEMENTAIRE. ON PREVOIT QUE PLUS D'UN MILLION 500 MILLE NICARAGUAYENS AGES DE PLUS DE 16 ANS (AGE LIMITE POUR LES ELECTIONS DE NOVEMBRE 1984) POURRAIENT PARTICIPER A CES ASSEMBLES.-

D'AUTRES ORGANISATIONS POLITIQUES DU PARLEMENT, DONT LE PARTI CONSERVATEUR DEMOCRATE, ONT DEJA COMMENCE A REALISER LEURS PROPRES ASSEMBLES DANS LE PAYS AFIN DE CONNAITRE LES OPINION DE DIVERS SECTEURS A CE SUJET.-

DE MEME LE PARTI POPULAIRE SOCIAL-CHRETIEN (PPSC), D'OPPOSITION, COMMENCERA BIENTOT CE PROCESSUS SOUS LE NOM DE ''CONSULTATIONS CONSTITUTIONNELLES'' AFIN DE RECUEILLIR DIVERSES OPINION SUR SON AVANT-PROJET DE CONSTITUTION.-

CE PARTI QUI EST REPRESENTE AU PARLEMENT EST LE SEUL A AVOIR ELABORE SON AVANT-PROJET DE CONSTITUTION.-

EN DEHORS DU PARLEMENT, LE PARTI SOCIAL-CHRETIEN, MEMBRE DE LA ''COORDINATION DEMOCRATIQUE NICARAGUAYENNE'', A AUSSI ELABORE SA PROPRE VERSION DE LA CONSTITUTION MAIS A ALLEGUE NE PAS POUVOIR CONSULTER LE PEUPLE A CAUSE DE L'ETAT D'URGENCE.-

CEPENDANT LE PRESIDENT DU PARLEMENT ET LE VICE-PRESIDENT DU NICARAGUA SERGIO RAMIREZ ONT AFFIRME QUE LES TRAVAUX CONSTITUTIONNELS NE DEVAIENT PAS ETRE ENTRAVES PAR L'ETAT D'URGENCE.-

LES REGLEMENTS INTERNES DU PARLEMENT PREVOIENT QUE L'ASSEMBLEE LEGISLATIVE NE DISCUTERA QU'UN SEUL AVANT-PROJET DE CONSTITUTION QUI EST CELUI QUI EST ACTUELLEMENT ELABORE PAR LA COMMISSION SPECIALE SUR LA CONSTITUTION, LAQUELLE SE REUNIRA CHAQUE SEMAINE A PARTIR D'AUJOURD'HUI.-

LE PROJET DE DIVULGATION, APPROUVE VENDREDI DERNIER, SOULIGNE AUSSI LA NECESSITE DE SIGNER UNE ENTENTE AVEC L'INSTITUT NICARAGUAYEN DU CINEMA (INCINE) ET LES AGENCES DE PUBLICITE AFIN DE DONNER PLUS D'AMPLEUR A CE PLAN.-

LES DEBATS AU SUJET DU PROJET DE CONSTITUTION POLITIQUE DEBUTERONT AU MOIS D'AOUT PROCHAIN POUR SE TERMINER EN DECEMBRE DE LA MEME ANNEE.-

◆ NICARAGUA: LA CONSOLIDATION DE L'ECONOMIE DE SURVIE, UNE PRIORITE DE 1986.-

MANAGUA, JANVIER (ANN).- L'OBJECTIF NUMERO UN DU PLAN DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE 1986 EST DE CONSOLIDER L''ECONOMIE DE SURVIE'', CONCEPT QUI SUPPOSE QUE LES NICARAGUAYENS TENTENT DE RESOUDRE LES PROBLEMES ECONOMIQUES ET LES QUESTIONS MILITAIRES EN LES INTEGRANT DANS UN MEME PLAN.-

C'EST CE QU'INDIQUENT LES INFORMATIONS RECUEILLIES PAR NOTRE AGENCE AUPRES DU CONSEIL NATIONAL DE PLANIFICATION ECONOMIQUE, L'ORGANISME RECTEUR DE L'ECONOMIE NICARAGUAYENNE.-

COMME ELLE L'A FAIT EN 1985, LA GUERRE QUE MENE LE GOUVERNEMENT AMERICAIN CONTRE LE NICARAGUA ENGENDRERA EN 1986, DANS SA CINQUIEME ANNEE, LES TENSIONS LES PLUS FORTES DU SYSTEME ECONOMIQUE.-

ELLE EST UN FACTEUR DETERMINANT POUR L'ETABLISSEMENT D'UN PLAN UNIQUE INTEGRANT LES QUESTIONS ECONOMIQUES ET LES QUESTIONS TOUCHANT A LA DEFENSE NATIONALE QUI, EN OUTRE, DEVRONT ETRE ENVISAGEES DANS LA PERSPECTIVE DE CREER LES CONDITIONS QUI PERMETTRONT PLUS TARD DE REPOUDRE A LA GRAVITE DE LA CRISE ECONOMIQUE QUE CONNAIT LE NICARAGUA.-

50 POUR CENT DU BUDGET DE L'ETAT IRONT, SELON NON INFORMATIONS, A LA DEFENSE NATIONALE TANDIS QU'AUN NIVEAU DES INVESTISSEMENTS, LA CONSTRUCTION DES PROJETS JUGES STRATEGIQUES ET LA MAINTENANCE OU REMPLACEMENT DES MACHINES ET DES ENGIN DE PRODUCTION SE VERRONT ACCORDER LA PRIORITE.-

L'APPROFONDISSEMENT DE LA REFORME AGRAIRE EST UN AUTRE OBJECTIF DE PREMIER ORDRE QUE S'EST FIXE LE GOUVERNEMENT NICARAGUAYEN POUR CETTE ANNEE POUR TENTER DE RENFORCER LE PLUS POSSIBLE L'ALLIANCE OUVRIERS-PAYSANS. DANS LE MEME ESPRIT, LE GOUVERNEMENT ESPERE PRENDRE COMME IL L'A DEJA COMMENCE L'AN DERNIER D'AUTRES MESURES QUI PERMETTRONT D'ACHEVER EN 1986 LE RAJUSTEMENT ECONOMIQUE EN COURS.-

LA REORGANISATION ACTUELLE DU RESEAU DE DISTRIBUTION NATIONAL QUI DEVRAIT BENEFICIER PRINCIPALEMENT AUX OUVRIERS AGRICOLES ET A LA PAYSANNERIE EN EST UN EXEMPLE. AU NICARAGUA, LE PROLETARIAT AGRICOLE ET INDUSTRIEL EST LE GROUPE SOCIO-ECONOMIQUE LE PLUS NOMBREUX SELON LES CHIFFRES OFFICIELS.-

D'AUTRE PART, SUR LE PLAN GEOGRAPHIQUE, LE NOUVEAU RESEAU DE DISTRIBUTION FAVORISERA LES REGIONS NORD CENTRE, SUD AINSI QUE LA COTE ATLANTIQUE, C'EST A DIRE LES ZONES DE GUERRE, AU DETRIMENT DE LA COTE PACIFIQUE ET NOTAMMENT DE MANAGUA QUI SELON LES PREVISIONS SERA LE DEPARTEMENT QUI SOUFFRIRA LE PLUS DE CETTE RESTRUCTURATION.-

POUR POUVOIR ASSURER LA DEFENSE DE LA NATION SANS POUR CELA DIMINUER LA MAIN D'OEUVRE PRODUCTIVE, L'ARMEE FERA APPEL AU SERVICE MILITAIRE DE RESERVE. LES RESERVISTES SERONT MOBILISES EN FONCTION DES EVENEMENTS QUI PEUVENT SURVENIR.-

LA REORGANISATION DE LA CLASSIFICATION PROFESSIONNELLE ET DE L'ECHELLE SALARIALE ET LA REVISION DES PRIX QUI ONT COMMENCE L'ANNEE DERNIER AURA POUR BUT D'AUGMENTER NOTABLEMENT LES REVENUS DES CADRES ET DES TECHNICIENS. CERTAINS ECONOMISTES ESTIMENT QUE CETTE POLITIQUE CONSTITUERA 'UN BON STIMULANT' POUSSANT LES TECHNICIENS ET LES CADRES A REPENDRE AVEC PLUS D'ARDEUR AUX PROBLEMES DE LEUR COMPETENCE ET....A LES RESOUDRE.-

LE GOUVERNEMENT LUTTERA PLUS FORTEMENT CONTRE LA SPECULATION ET POURSUIVRA LA MISE EN OEUVRE DE MESURES TENDANT A DIMINUER LE POIDS DU SECTEUR INFORMEL MEME SI LE PHENOMENE DE L'INFLATION ET CELUI DU MARCHE MOIR DERIVENT DIRECTMENT DE L'ETAT DE GUERRE.-

L'ON ESTIME QUE LA PRODUCTION SERA QUANTITATIVEMENT A PEU PRES LA MEME QU'EN 1985 'BIEN QUE TOUS LES EFFORTS SERONT FAITS POUR ELEVER LA PRODUCTIVITE ET ATTEINDRE UNE EFFICACITE MAXIMUM AU NIVEAU DES ENTREPRISES OU POUR RATIONNALISER L'UTILISATION DES RESSOURCES EXISTANTES'.-

LA COOPERATION ECONOMIQUE EXTERIEURE DEVRAIT SE MAINTENIR AU NIVEAU ATTEINT EN 1985. L'ON PREVOIT TOUTEFOIS QUE LA HAUSSE ACTUELLE DU COURS DU CAFE, QUI VIENT AU PREMIER RANG DES EXPORTATIONS NICARAGUAYENNES PERMETTRA D'OBTENIR UNE PLUS GRANDE QUANTITE DE DEVISES.-

SELON LE CONSEIL NATIONAL DE LA PLANIFICATION, L'ANNEE 1985 A ETE SUR LE PLAN ECONOMIQUE 'LA PIRE ANNEE DE LA DECADE 80' CE QUI PEUT LAISSER ENTENDRE QUE LES ANNEES 1986 ET SUIVANTES POURRAIENT ETRE MEILLEURES D'AUTANT PLUS QUE PLUSIEURS PROJETS DE DEVELOPPEMENT DE LA PRODUCTION A COURT ET A MOYEN TERMES SERONT ACHEVES ET ENTRERONT EN PRODUCTION.-

DANS LA MESURE OU LES TROUPES AMERICAINES N'INTERVIENDRAIENT PAS DIRECTEMENT CONTRE LE NICARAGUA, LA SITUATION MILITAIRE POURRAIT S'AMELIORER TRES RAPIDEMENT PUISQUE D'UN POINT DE VUE STRATEGIQUE, LES FORCES CONTRE-REVOLUTIONNAIRES ONT SUBI UNE DEFAITE. CEPENDANT, LES DOMMAGES MATERIELS SUBIS PAR L'ECONOMIE NICARAGUAYENNE EN 1985 SE SONT ELEVES A PRES DE 200 MILLONS DE DOLLARS, SOIT PRES DE 50 POUR CENT DES EXPORTATIONS ANNUELLES CECI EST L'EXPRESSION DE LA VOLONTE DU GOUVERNEMENT AMERICAIN (QUI FINANCE, ET EQUIPE UNE CONTRE-REVOLUTION QU'IL A CREEES) 'D'ESSAYER DE DETRUIRE LES CAPACITES DE PRODUCTION DU NICARAGUA POUR QUE LA FAIM CONTRAIGNE LES NICARAGUAYENS A SE RENDRE'. NOS INTERLOCUTTEURS ONT AJOUTE: 'MAIS, COMME L'ONT FAIT AVANT NOUS D'AUTRES PEUPLES, NOUS NOUS ORGANISONS POUR RESISTER ET POUR VAINCRE'.-